

Liste du groupe des scientifiques et des citoyens pour l'électricité.

Philippe Ansel – Economiste – Rapporteur des études de Concorde.

Fabien Bouglé – Essayiste auteur de : Nucléaire les vérités cachées – Eoliennes la face noire de la transition écologique – Guerre de l'énergie aux Editions du Rocher.

Jean Louis Butré – Président de la Fédération de l'environnement durable

Patrice Cahart – Ecrivain – ancien conseiller à la Cour de cassation – auteur de « La peste éolienne »

Edouard de Lamaze – Avocat – Conseiller régional de Normandie

Luc Domergue – Conseiller économique

Pierre Dumont – Industriel – auteur - Eoliennes, chronique d'un naufrage annoncé – Editions F. Bourin

Michel Faure – Industriel

Hervé Machenaud – Membre de l'académie des technologies – auteur de la « France dans le noir c'est maintenant » Editions Manitoba belles lettres.

André Merlin – Ancien Président Fondateur de R.T.E

Xavier Moreno – Président du C.E.R.E.M.E

Michel Rousseau – Président de la Fondation Concorde

Charles Thimon – Réalisateur

contact@cereme.fr

info@fondationconcorde.com

TOUT SAVOIR SUR : QUI LUTTE CONTRE LE MIX ÉLECTRIQUE À BASE NUCLÉAIRE ?

Et donc contre l'augmentation du niveau de vie des Français.

Note de Fabien Bouglé

Depuis plus de 20 ans, les Français assistent impuissants à une déstabilisation et une fragilisation de leur système électrique. Pilier de l'indépendance énergétique de la France le nucléaire français est attaqué de partout dans le débat public pour en saper les bases. Il est pourtant le moteur de l'économie française.

Encore tout récemment le ministre de l'Économie et de l'énergie Bruno Le Maire devait rappeler à Versailles que parmi les raisons qui incitaient les entreprises étrangères à venir investir en France c'était le nucléaire qui combinait la puissance, la décarbonation et le prix avantageux.

Il reste que tous les jours nous pouvons constater une volonté acharnée de fragiliser cette filière française en lui imposant des énergies intermittentes comme les éoliennes ou les panneaux solaire très peu productifs qui non seulement coûtent chères aux français mais en plus déstabilisent le réseau électrique.

En réalité, il existe en France une véritable nébuleuse d'agents anti-nucléaire et pro éolienne qui agissent en toute impunité, dont les financements ne manquent pas.

Voici donc un aperçu sommaire du réseau tentaculaire d'organisations qui agissent pour déstabiliser notre précieux système énergétique garant de notre indépendance politique ?

GREENPEACE

L'organisation Greenpeace a été créée dans les années 70 contre les essais nucléaires aux USA. Progressivement l'organisme a étendu son action en développant en Europe la remise en cause du nucléaire civil. Financée par la fondation du pétrolier Rockefeller, très inquiet de son développement, Greenpeace agit tout particulièrement contre le nucléaire français n'hésitant pas à commettre des actes graves d'intrusion dans des centrales nucléaires ou de projections de drones contre des réacteurs nucléaires.

Jennifer Morgan Cheftaine, membre de Greenpeace, venant de Washington a été naturalisée Allemande début 2022 puis nommée Secrétaire d'Etat chargé du Climat au sein du gouvernement Allemand. Diederik Samson, activiste de Greenpeace a été chef de cabinet de Frans Timmerman, vice-président de la Commission européenne chargée justement de la politique énergétique de l'Union Européenne. Il est avéré que Greenpeace a noué des partenariats importants avec le fabricant d'éoliennes danois Vestas pour mener des opérations de propagande contre les écologistes luttant contre la pollution éolienne. De manière intéressante, le nucléaire civil américain n'est pas la cible de Greenpeace.

WWF (WORLD WILDLIFE FUND)

Créé en 1961, WWF est une organisation de défense de l'environnement et de protection de la nature. Progressivement cette ONG s'est intéressée à la lutte contre le nucléaire et à la promotion des énergies intermittentes et en particulier les éoliennes. Sur son site Internet en France de nombreuses pages sont consacrées au dénigrement d'EDF, du nucléaire et à la valorisation des éoliennes. WWF a noué en France des partenariats actifs avec l'organisation professionnelle des éoliennes France Energie Eoliennes devenu France renouvelable.

Il est important de rappeler que WWF a été partenaire en Allemagne de la société de transit de gaz Nord Stream appartenant majoritairement au gazier russe Gazprom.

LES AMIS DE LA TERRE

L'organisation les amis de la terre - née aux USA dans les années 70 - est moins connue du grand public mais un acteur clef de la lutte contre le nucléaire civil. Le premier adversaire du nucléaire étaient les pétroliers américains qui voyaient d'un mauvais œil le fait que l'Europe se dote de réacteurs nucléaires qui réduirait les approvisionnements en énergie fossile. C'est donc Robert Orville Anderson, fondateur et président de la compagnie pétrolière Atlantic Richfield Company qui remis en 1970, 200 000 dollars à l'écologiste américain David Brower pour le financement d'amorçage de l'association Les Amis de la Terre, que ce dernier créait à l'époque. L'organisation des amis de la terre fut au cœur de la contestation en Europe des premières centrales nucléaires

Les amis de la terre était également partie créatrice de la Fondation allemande créée en partenariat avec WWF et le Russe Gazprom. On retrouve Les amis de la terre dans les organisations ayant agi en justice contre l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie européenne.

RAC (RÉSEAU ACTION CLIMAT)

Réseau Action Climat est une fédération qui regroupe 27 organisations et en particulier l'ensemble des associations activistes anti-nucléaires dont Greenpeace, WWF, Amis de la Terre, FNE, etc... L'organisme est la branche française de Climate Action Network - International qui a œuvré à l'échelle Européenne contre l'introduction du nucléaire dans la taxonomie européenne.

L'école de Guerre économique a dévoilé en 2023 que Réseau Action Climat était financé par la fondation allemande Heinrich Böll, (fondation du parti Die Grünen) mais aussi par le gouvernement allemand pour mener des opérations de propagande contre le nucléaire Français.

La Fondation Heinrich Boël dispose de locaux et d'opérateurs en France pour agir sur le sol français. Parmi les financeurs de RAC on découvre sur son site Le Ministère français de la transition écologiques, le Ministère français, des affaires étrangères...

Réseau action climat publie en partenariat avec la fondation Heinrich Boll des outils de propagande vantant le modèle Allemande d'Energiwende.

ADEME

L'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie devenue Agence de la transition énergétique) est un établissement public à caractère industriel et commercial doté d'un budget de plus de 4 milliards d'euros. Structure indépendante, l'ADEME est devenue une véritable courroie de transmission au sein de l'état de la propagande antinucléaire, pro éolienne et décroissante. Sa filiale ADEME investissement est actionnaire de nombreux projets dans la filière éolienne. L'ADEME qui a disposé d'une part significative dans une centrale éolienne allemande en mer du nord, n'hésite pas à financer les organisations anti-nucléaires comme Réseau Action Climat. La porosité entre l'ADEME et la filière éolienne est particulièrement importante.

L'ADEME publie de nombreuses études à la tonalité antinucléaire aurolé du statut de l'« autorité étatique » les études de l'ADEME sont ensuite diffusées et instrumentalisées par les ONG anti-nucléaires qui les utilise dans leur communication confortant ainsi leur guerre contre la filière nucléaire française. L'ADEME publie des rapports antinucléaires ou favorable à la filière des énergies intermittentes, finance les organisations anti-nucléaires qui amplifie la communication des études de l'ADEME reprises par les médias qui considèrent ces études comme fiables et officielles.

NÉGAWATT

L'association française Négawatt est très souvent citée sur le sujet de l'énergie. Créée en 2001, elle est clairement antinucléaire, sous couvert de fournir une information neutre. Elle prône la sortie du nucléaire et intervient régulièrement dans le débat public pour critiquer cette source d'électricité, en soulignant le caractère vétuste des installations nucléaires. L'association prône, pour appliquer ce nouveau cycle, un scénario 100 % renouvelable : celui défendu par RTE et par les promoteurs éoliens, premiers gagnants d'une telle transformation de notre réseau électrique.

L'association s'avère être un relais d'opinion favorable aux énergies renouvelables. Exactement comme Greenpeace, mais sans sa méthode activiste, Négawatt cherche au contraire à accréditer et imposer un discours favorable aux énergies renouvelables, en discréditant le nucléaire sous couvert d'un propos pseudoscientifique et prétendument d'expertise. Elle publie d'ailleurs le Scénario Négawatt qui prône clairement la disparition progressive du nucléaire.

Cette organisation revendique d'être financée par des acteurs clefs de la filière éolienne comme : Res, Baywa, Energie Team, Enertrag, h2air, ou le fabricant d'éoliennes allemande Enercon. Parmi les structures qui la finance on retrouve l'ADEME et le gazier GRDF.

OFATE

L'Allemagne a installé au sein même de notre ministère de l'Écologie une officine de promotion du modèle allemand d'Energiwende (éoliennes et panneaux solaires couplé au gaz ou au charbon) intitulée OFATE pour Office franco-allemand de la transition énergétique. Cet organisme de droit allemand a son siège à Berlin au ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat, mais ses bureaux sont situés en France au sein de la DGEC (direction générale de l'Énergie et du Climat), à savoir la direction du ministère de l'Écologie responsable justement de la politique énergétique de la France (Bureau MTE DGEC 26S29). En clair, le lobby éolien allemand, qui comprend parmi ses membres l'ADEME, les officines antinucléaire Greenpeace ou WWF, est installé au cœur du pouvoir énergétique de la France.

Ce lobby, même s'il est présenté comme franco-allemand, reste en réalité un agent d'influence allemand dans la mesure où seul ce pays dispose d'une industrie dans ce secteur d'activité, la France n'ayant dans cette opération que le statut de client ou de financeur avec l'argent public consacré aux énergies renouvelables. La présence de cette organisation installée au sein même des locaux du ministère de l'Écologie est pour le moins surprenante.

En 2015 une brochure très intéressante, est publiée en Allemagne par le ministère des Affaires étrangères allemandes, qui liste ce que le Gouvernement considère comme les acteurs clés de l'Energiewende. S'y trouvent les acteurs allemands investis dans cette politique de transition énergétique : des autorités publiques compétentes des lobbys, des industriels et des ONG environnementales. Cosigné par le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Économie et de l'Énergie, ce document est la preuve édifiante d'un volontarisme économique visant à mettre tous les protagonistes, du simple citoyen aux industriels, en ordre de bataille pour diffuser le modèle économique de l'Energiewende dans les autres pays. Nous retrouvons, également listées juste à côté de ce lobby industriel, deux ONG clés de la lutte contre le nucléaire français et spécialistes du dénigrement d'EDF : Greenpeace et WWF.

C'est donc une véritable galaxie d'officines et d'organismes qui agissent en France en marge et même au sein des institutions étatiques. Cette nébuleuse d'acteurs faisant la promotion du modèle allemand d'Energiewende sabotent clairement par idéologie les intérêts énergétiques et donc économiques de la France.

Fabien Bouglé - conseiller de la Fondation Concorde - auteur de : Nucléaire les vérités cachées – Eoliennes la face noire de la transition écologique – Guerre de l'énergie aux Editions du Rocher -Extraits de l'Ecole de guerre économique.

Rappel : Notre scénario alternatif pour sauver notre économie en dépit des Lobbys.

Scénario Alternatif (GSCE/CEREME/Roland Berger/Concorde)

- la prolongation du parc nucléaire historique jusqu'à 70 ans, durée déjà réalisée dans certains pays, permettant de disposer d'une capacité de 63 GW moyennant des investissements limités. C'est de très loin le moyen de production le moins cher.
- la construction de 24 nouveaux réacteurs de type EPR 2 d'ici 2050, avec le plus vite possible l'engagement d'un EPR 2 (premier béton) tous les 2 ans d'ici 2030, puis l'engagement de 2 par an après 2030, permettant de disposer d'une capacité de 39,6 GW.
- 7 GW d'hydraulique et 10 GW de centrales au biogaz

Pour une consommation possible estimée à 720 TWh que nous estimons suffisante en 2050

Avec un prix du MWh : 225.6€ (-11%) en 2050 par rapport au prix actuel.

Prix estimé comparé du KWh issu du scénario officiel actuel - (en appui sur les ENRI)

MWh : 449€ / +79% en 2050

Un changement de stratégie est nécessaire pour adopter le scénario GSCE pour :

- un arrêt de la hausse continue du prix de l'électricité
- Le retour d'un atout compétitif, le cout du KWh pour accélérer la réindustrialisation
- L'arrêt de la dévastation des paysages et des bords de mer
- Une décarbonation plus efficace

AVEC CE SCÉNARIO NOUS PRÉSERVONS LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS.